

Rentrée 2019 dans l'Enseignement agricole public: en Aura comme ailleurs, le double discours ça suffit !

Lycée du Valentin-Bourg lès Valence - jeudi 19 septembre 2019

Monsieur le ministre, revenons sur votre slogan

« former plus, former partout et former mieux »

Mais qu'en est-il dans nos établissements en Auvergne Rhône-Alpes ?

! **concernant le « former plus »** :

Nous n'avons pas encore la connaissance précise des effectifs à cette rentrée 2019. Peut-être aurons nous cette information lors du prochain CTREA du 1^{er} octobre ?

Cependant au vu des remontées que nous avons des établissements nous pouvons constater :

- Une évolution des effectifs qui peut être assez différente selon les établissements, avec un nombre de jeunes scolarisés en formation initiale dans nos établissements qui peine à se maintenir Il n'y aura donc pas plus de jeunes formés cette rentrée 2019 dans l'EAP.

- Une disparité entre filières : avec souvent des filières STAV qui peinent à recruter, de même pour certains BTS. Situation différente selon les territoires et les bassins de recrutement (Le Valentin, Campus Agronova, ...)

- Un recrutement très préoccupant qui s'effondre en première générale avec pratiquement plus aucune entrée d'élèves de l'extérieur dans nos classes de 1^{ere} générale : les établissements, ne devant compter que sur leur vivier interne pour alimenter cette classe. (Cibeins, Aubenas, La Motte servolex, Roanne-Chervè, ...). Des regroupements de classes sont imposés (fusion) voire mixité des publics.

Une filière fragilisée est une filière menacée à très court terme.

- La campagne de promotion « **l'aventure du vivant** » n'a pas permis, en bac général, de compenser le manque total de lisibilité sur les spécialités et options offertes aux jeunes dans nos établissements agricoles. Conduisant même à l'impossibilité de proposer des doublettes de spécialités et des options facultatives à cause des DGH facultatives indigentes par rapport aux enjeux !

Ce qui nous conduit à faire l'analyse suivante :

- objectif de recrutement pas atteint en Auvergne Rhône-Alpes, avec un recrutement dans les classes rentrantes pas à la hauteur de ce que l'on pouvait attendre.

Et à en déduire que :

- Ce n'est pas en relevant le seuil que nous remplissons nos classes mais **en renforçant l'attractivité de nos établissements, en confortant le savoir-faire de toutes les équipes éducatives et en mettant les jeunes dans les meilleures conditions d'apprentissage possibles.**

! concernant le « former partout » :

- certes, aucune fermeture d'établissements ou de sites à cette heure mais de petits établissements qui ne voient pas le ciel s'éclaircir, bien au contraire ! (LPA de Durdat)

- toujours la tentation de « regrouper » des établissements (comme cela a été le cas entre LPA de Cognin et le lycée de la Motte Servolex au cours de l'année scolaire 2018-2019). Le SNETAP était intervenu pour stopper le projet.

Au SNETAP-FSU, nous sommes très attachés à préserver le maillage territorial en donnant aux établissements les moyens nécessaires pour envisager sereinement l'avenir.

! concernant le « former mieux » :

C'est là que les injonctions deviennent totalement paradoxales ! En fait de former mieux, nous constatons :

- des séquences terrain/TP à 20, 24 , voire 27 élèves avec un seul encadrant, et ce même dans les disciplines techniques, cœur de métier !

- des TP de biologie ou physique à 24 dans un labo, alors qu'à L'EN il n'y a pas de TP à plus de 18.

- des cours de langues à 23 25, 27 élèves sans aucune heure dédoublée.

Où sont, Monsieur le Ministre, vos engagements sur aucun cours de langue à plus de 20 ?

- des élèves de classes différentes mais aussi de niveaux différents, première avec terminale se retrouvant ensemble en LV 2. Ces barrettes rendant la construction des EDT difficile.

- des élèves de deux bac pro différents dans la même classe, et même cohabitation dans une même classe d'élèves d'un Bac Pro agri et d'un bac pro EN n'ayant pas les mêmes référentiels de formation, et des modalités d'examen différentes (Saint Genis Laval)

- des cours d'informatique impossibles à réaliser faute de place à cause du non dédoublement des classes. (Campus Agronova) et/ou du matériel obsolète ou dégradé à cause de manque d'investissement avec des ordinateurs qui mettent plus de quinze minutes à s'allumer. (La Côte St-André, ...)

Nouveau constat :

■ **Les conditions d'apprentissage des jeunes se sont donc dégradées à cette rentrée.**

- avec une certaine latitude prise par rapport à l'application des horaires des référentiels : particulièrement pour le non affecté, les heures de pluri étant souvent grignotées.

« pas possible de tout faire rentrer dans l'EDT » « pas possible avec la DGH que l'on me donne »

- Mais également la volonté de plus en plus présente de mixer les publics en privilégiant la rentabilité (regroupement d'élèves et apprentis) au détriment de la pédagogie. (Belleville, Bourg en Bresse).

Le mélange public apprenti / public formation initiale fonctionne peut-être en théorie, mais ne fonctionne pas en pratique à la fois en cours, mais aussi à l'internat

■ **Les jeunes n'ont souvent pas la totalité des heures de cours auxquels ils ont droit.**

- les heures d'accompagnement personnalisé et en particulier les heures d'accompagnement à l'orientation qui tombent dans un pot commun, servant à compenser la misère (à dédoubler par exemple un TP de bio quand le labo ne peut pas accueillir toute la classe) et qui ne sont pas donnés dans chaque classe à tous les jeunes, comme cela devrait ...

■ **Les jeunes n'ont pas droit à un accompagnement à l'orientation digne de ce nom.**

- des emplois du temps, tout sauf pédagogiques, l'important étant de caser les heures, comme on peut (9h de cours/jour, 1/2 h de pause méridienne, toutes les heures d'une même discipline ans la même journée, .)

- des salles parfois trop petites, des internats et des lieux de vie parfois sous dimensionnés

■ **Les jeunes ne sont pas mis dans de bonnes conditions de vie et une inclusion imparfaite des jeunes et un investissement très lourd pour les équipes.**

- des jeunes en situation de handicap que nous ne pouvons pas prendre en charge comme nous le devrions. Manque de moyens financiers et humains.

Rentrée 2019 explosive du fait des dérégulations, de la DGH contrainte et de la gestion calamiteuse de la DGH facultative :

- DGH régionale : Les 6000H de DGH accordées difficilement par la DGER à la suite d'un dialogue social houleux et tardif ont pour but de compenser les difficultés produites par les réformes de l'enseignement du ministre Blanquer.

Le SNETAP-FSU AuRA souhaite donc obtenir la garantie que **ces heures serviront bien à combler les difficultés rencontrées par les différents établissements de sa région**, dans leur fonctionnement habituel. Il ne serait, à ses yeux, nullement acceptable qu'un établissement (le lycée de Rochefort-Montagne) ayant par inadvertance rempli des inscriptions pour une formation dont il n'a préalablement pas reçu la confirmation d'une dotation, voit cette intrépide entreprise couverte par cette DGH et son imprudence légitimée. **Le ministre peut-il ici confirmer que ces heures de DGH ne seront pas dévolues à réparer les erreurs de certaines directions ou instancier des classes fantômes ?**

- des EDT profs non fixés, ne correspondant pas toujours aux fiches de services. Des fiches de services erronées avec des dédoublements inscrits mais pas encore actés par un dialogue de gestion tardif.

- des enseignants mis en sous-service alors que certaines heures ne sont pas affectées. Manque de lisibilité dans les nouveaux référentiels où des heures ne sont pas fléchées par discipline.

- d'un autre côté de fortes pressions pour prendre des heures supplémentaires pour ne pas avoir recours à un contractuel.

- des tentatives de recours à de la vacation alors qu'illégale pour assurer les cours sur l'année.

- une dérégulation totale de l'organisation dans les EPL : on ne sait plus qui fait quoi ?

Au lycée d'Aubenas les tensions perdurent depuis plus de 10 ans. Une inspection a été diligentée par le DRAAF régional et à ce jour nous n'avons toujours pas de retour. Les équipes sont inquiètes. Il y a urgence à intervenir et à mettre fin au diktat d'un membre de l'équipe de direction qui tyrannise une partie des personnels.

- des non-réponses du SRFD/DGER sur des contrats de contractuels, des temps de travail. Les contractuels n'ont à ce jour toujours pas signé de contrats (ils assurent leurs cours, viennent en voiture au lycée, que se passera-t'il en cas d'accident ?) et plus important encore, quand seront-ils payés ?

- des tensions accrues dans les EPL entre équipe de direction et équipes pédagogiques. Pour le lycée de La Côte St-André, deux tentatives de suicide sur l'EPL en 10 ans, et de nombreux arrêts de travail l'année dernière, dont de nombreux dûs aux conditions de travail qui se détériorent dans l'établissement. Des situations apparentées à du harcèlement ont été constatées

- des personnels en mal être, en souffrance souhaitant faire appel à la cellule de veille et d'alerte, dénonçant des problèmes dans les registres SST.. Des absences de collègues non remplacées qui génèrent de gros trous dans les emplois du temps, les parents d'élèves commencent à s'inquiéter ! Les équipes de direction manquent de clarté sur les démarches faites concernant les remplacements.

- Manque d'attractivité du métier d'enseignant avec les jeunes profs qui ne veulent pas poursuivre dans l'enseignement, et les plus anciens qui sont à bout de force !

Le travail réel fait par les personnels n'est pas reconnu, ni par notre hiérarchie directe (par exemple pas de remerciements aux équipes pour les bons résultats aux examens), ni par notre ministère (gel de point d'indice)

- Dysfonctionnement de l'administration avec la situation problématique vécue par les personnels du LPA de Contamine sur Arve :
Contre l'avis des personnels et de la section locale et régionale du SNETAP ainsi que contre l'avis de la CAP des CPE, la CPE titulaire de Contamine est retournée dans son établissement.
En raison de sa présence, le climat social de Contamines est délétère et invivable. Une enseignante et une AED sont actuellement en arrêt de travail.

Nous sommes aujourd'hui plus qu'alarmer par ce retour impromptus et incompréhensibles puisque la DRAAF s'était elle-même portée garante de son non-retour. Serait-il possible de prendre des dispositions exceptionnelles pour désengorger cette situation qui chaque jour devient plus funeste ?

Alors pour ce qui était de faire mieux à cette rentrée pour les jeunes et pour toute la communauté de travail, on peut dire que c'est raté !

Les représentants régionaux SNETAP-FSU